



BIG TATA FAIT SES RENCONTRES

Le week-end des 3 et 4 juin 2023, dans la ville de Vaulx-en-Velin (métropole lyonnaise), s'est tenue la toute première rencontre du réseau « Big Tata ». Ce réseau associe compétences archivistes, mutualisation des moyens techniques et démarche communautaire entre associations consacrées aux savoirs et à l'histoire LGBTI+. Le service Archives de AIDES était présent afin de partager sa propre expérience professionnelle. Reportage et focus sur les enjeux directement liés à l'histoire et aux archives du VIH/sida.

Texte : *MORGANS Vanshuin*
 Images : *MORGANS Vanshuin*

Depuis 1984 et sa création

par Daniel Defert, AIDES est caractérisée par la démarche communautaire, placée au cœur de l'action de l'association. Ni repli identitaire, ni aveuglement quant aux réalités sociales des épidémies, la démarche communautaire se veut constituer une approche mobilisatrice de personnes impliquées dans une problématique commune. Elle contribue à répondre à un besoin bien identifié, et ce dans un contexte particulier. La démarche communautaire en santé participe à l'autonomisation des malades et personnes concernées par les épidémies. Elle est aujourd'hui reconnue par l'État, que ce soit dans les instances de démocratie sanitaire ou encore dans certaines formations universitaires (médiation en santé). Cette approche pragmatique a inspiré et continue d'inspirer certains mouvements, parfois très directement concernés par la lutte contre le VIH/sida, tels que des groupes d'auto-supports d'usagers-ères de drogues ou encore des associations gay et/ou trans. Plus récemment, la démarche communautaire a rencontré un champ social insoupçonné : l'archivistique. À Vaulx-en-Velin, ce n'est pas moins d'une quinzaine d'associations représentées par plus d'une soixantaine de personnes qui se sont rassemblées autour de tables-rondes, d'ateliers pratiques et de réunions de travail.

La première table-ronde a réuni Isabelle Sentis, de La Fabric'Art-thérapie, et Louve Zimmermann d'Acceptess-T. Les enjeux de mobilisation des archives ont occupé la majeure partie de leur intervention. Chacune a présenté des initiatives permettant la valorisation de l'histoire auprès de publics délaissés par les services publics d'archives. Ancienne membre d'Act Up-Lille, sœur

Une bourse d'échange entre associations permettait le don d'archives, de livres et de documentation thématique.

de la Perpétuelle indulgence et actuellement art-thérapeute auprès de personnes vivant avec le VIH (PVVIH), Isabelle Sentis — tout comme la Fabric'Art-thérapie — utilise des sources de l'histoire du VIH/sida comme supports de transmission dans le cadre de projets originaux. Isabelle Sentis est revenue sur la genèse de « TraceS », « un jeu vidéo qui vous conduira à rechercher les traces et les archives de la lutte contre le sida ». Dans une ambiance rappelant les jeux d'arcade des années 80, TraceS propose un voyage à travers l'histoire des mobilisations contre l'épidémie. Des documents d'archives sont directement mentionnés, dont des affiches et des tee-shirts diffusés par AIDES et Act Up-Paris dans les années 90. Différentes scènes du jeu permettent de (re)découvrir les mobilisations dans des villes telles que Montpellier ou Nîmes, cette dernière ayant été précurseuse dans les actions de réduction des risques liés à l'usage de drogues. Deux nouveaux épisodes de TraceS sont sortis depuis le lancement du premier chapitre en 2021, à l'occasion d'une collecte de fonds du Sidaction bouleversée par la crise de la Covid-19.

Cet engagement d'Isabelle Sentis en faveur de la valorisation de l'histoire communautaire a contribué à inspirer le travail initié par Louve Zimmermann d'Acceptess-T. L'association se situe au croisement de plusieurs publics cibles dans la lutte contre le VIH/sida : femmes trans, personnes migrantes, travailleuses du sexe et PVVIH. Louve Zimmermann a constaté de très nombreuses absences dans la collecte des sources trans dans l'histoire plus générale du VIH/sida. Motivées par la volonté de permettre une transmission de l'histoire intracommunautaire, des militantes d'Acceptess-T ont organisé, en interne, des ateliers d'échanges et



Le service Archives de AIDES a collecté plusieurs documents diffusés par les comités régionaux de AIDES dans les années 90.



Exemplaire de *Gai Pied Hebdo* et documents de prévention sur le VIH/sida.



de collectes de témoignages oraux. « Au bout de quatre heures de discussion lors du premier atelier, nous étions seulement arrivées aux années 90 », indique Louve. Non seulement la démarche communautaire contribue à activer la conservation d'informations, mais elle permet également de mobiliser les personnes autour d'une histoire commune. D'autres projets devraient permettre de pérenniser ces initiatives. On comprend dès lors l'intérêt d'une approche qui vient combler les absences dans les salles de conservation des institutions, et, ce, à travers la création d'archives orales ou par le biais de collectes d'archives physiques auprès des usagers-ères et des militants-es.

Plus alarmant encore, cette absence d'archive apparaît parfois comme la conséquence d'un manque de précision dans le travail de traitement et de description des fonds, y compris au sein même d'une association telle que AIDES. Dans le cadre d'un atelier de sensibilisation à l'archivistique, j'ai eu l'occasion d'évoquer la mauvaise identification d'archives de AIDES liées au VIH et à l'histoire trans. Ces documents étaient autrefois conservés sous différentes appellations relativement cryptiques, dont « prostitution masculine » ou encore « auto-support, projet TT ». Il s'agit pourtant de documents d'archives concernant majoritairement des femmes trans. Dès lors, comment valoriser une histoire qui n'existe même pas dans un service d'archives, faute de compréhension du contexte de production des fonds ? Qu'en est-il de la responsabilité sociale et scientifique des archivistes dans l'absence de transmission de sources pourtant indispensables au travail d'écriture de l'histoire ?

La problématique d'une certaine forme de violence archivistique et symboli-


que vis-à-vis des sources de l'histoire de groupes discriminés est récurrente pendant l'ensemble du week-end. A été notamment évoqué le cas du fonds d'archives d'Act Up-Paris, entré aux Archives nationales en 2014. Lors du traitement du fonds d'Act Up-Paris par les Archives nationales, vingt-huit cartons contenant, entre autres choses, de la documentation thématique et des pièces comptables ont été mis à la benne, ces éliminations correspondant à des pratiques habituelles dans le milieu professionnel. Encore aujourd'hui, cette décision apparaît peu compréhensible pour certains activistes qui considèrent la documentation et la comptabilité comme des éléments potentiellement dignes de conservation et de transmission. D'autant plus que ladite comptabilité contenait la facture très symbolique de l'enterrement politique de Cleews Vellay, président d'Act Up-Paris mort du sida en 1994.

Lors d'une deuxième table-ronde, Roméo Isarte, de l'association « Mémoires minoritaires », a évoqué une double invisibilisation des minorités. D'une part, il observe la récurrence de méconnaissances lors du traitement des archives communautaires, comme évoqué précédemment. D'autre part, il remarque la mise en place de très longs délais de non-communicabilité des fonds d'archives, et, ce, au nom de la protection de la vie privée des personnes, ou encore de la sauvegarde des intérêts publics et privés. C'est, en effet, une réalité inconnue pour qui n'est pas archiviste, ou n'a jamais assidument fréquenté un service d'archives. On peut constater que certaines archives associatives, personnelles ou militantes, dès lors qu'elles entrent définitivement dans les services publics d'archives, ne sont quasiment plus accessibles, ou alors pas avant plusieurs dizaines d'années.

Dans certains cas, l'existence d'informations telles qu'une maladie ou une orientation sexuelle peut venir bloquer la communicabilité. C'est, en effet, une pratique courante dans les services publics d'archives, qui tendent à appliquer le régime de communicabilité des archives publiques (code du patrimoine) aux fonds d'archives venus du privé. Dans ces conditions, quid de la transmission de l'histoire du VIH/sida, ou encore de l'homosexualité ? Faut-il se résigner à réserver ces archives aux seuls-es historiens-nes du futur ? Et qu'en est-il de la transmission de l'histoire entre les différentes générations de militants-es ?

On touche ici au cœur de la problématique qui animait ces deux jours de rencontres et de débats. De fait, la pratique archivistique française s'est principalement construite autour des enjeux de conservation des archives produites par les différentes administrations publiques. Elle apparaît peu adaptée à la prise en charge des fonds d'archives communautaires et/ou militants, autour desquels se manifestent des intérêts, des tensions et des passions qui dépassent très largement le cadre d'utilisation habituel de l'archive.

Ces quarante dernières années, l'approche communautaire en santé a transformé la place du malade dans la société. Dans les années 80 et 90, les associations communautaires de lutte contre le VIH/sida sont progressivement parvenues à représenter des interlocutrices crédibles et indispensables aux yeux des autorités politiques et des institutions publiques ou privées. Bon gré mal gré, l'approche communautaire en archivistique touche aux insuffisances de la pratique traditionnelle. Elle tend à proposer des solutions qui répondent à des besoins précis incompris, mal iden-

tifiés ou ignorés par les services publics d'archives. La capacité d'innovation et la montée en compétences des associations et des collectifs, couplées à l'inclusion de professionnels-les engagés-es, peut contribuer à collecter et à transmettre les traces « perdues » d'histoires morcelées. « Rien sur nous, sans nous ! » Le cri de ralliement de l'activisme mondial de la lutte contre le VIH/sida s'appliquera-t-il également aux archives des organisations communautaires ? 

Morgane Vanehuin est archiviste aux Archives associatives et militantes de AIDES.



Rencontres 2023 de Big Tata, affiche.
Crédit : Roxanne Maillet